

Requesting Organization :	Association Locale pour le Développement Intégral				
Allocation Type :	UR Octobre 2017 - Analyse des hotshots (Nord Kivu, Sud Kivu, Haut-Katanga, Kasai, Tanganyika)				
Primary Cluster	Sub Cluster				Percentage
Sécurité Alimentaire					100.00
					100
Project Title :	Soutien au renforcement des capacités d'auto suffisance alimentaire en faveur de la population du Territoire de Rutshuru sur l'axe Rutshuru/Bwito (Zones de Santé de Kibirizi et de Bambo) et Sud Lubero affectée par les conflits armés, à travers une intervention en sécurité alimentaire,				
Allocation Type Category :					
OPS Details					
Project Code :		Fund Project Code :	DRC-17/HCG10/UR5/FSEC/NGO/7428		
Cluster :		Project Budget in US\$:	395,012.00		
Planned project duration :	6 months	Priority:			
Planned Start Date :	01/12/2017	Planned End Date :	31/05/2018		
Actual Start Date:	01/12/2017	Actual End Date:	31/05/2018		
Project Summary :	<p>Conformément à l'appel à soumission de l'allocation d'urgence du FCH, cette proposition vise à accompagner l'élan des retours des déplacés et les efforts de rétablissement de moyen de subsistance des communautés affectées par le conflit armés. L'objectif générale du projet est de contribuer au renforcement des capacités d'auto suffisances des populations affectées par le armés, afin d'améliorer leurs conditions de vie, et de réduire les taux de mortalité et sur morbidité en garantissant, de manière transversale, la promotion d'un environnement protecteur. Les bénéficiaires de l'intervention sont à 2800 ménages de différentes catégories (Retournés, déplacés et familles d'accueil et ou autochtones . La stratégie en SECAL inclue la distribution d'intrants agricoles, le renforcement des capacités des communautés locales et autorités locales, soutien technique à l'évacuation commerciale des produits, encadrement et suivi continu.</p> <p>Toutes les activités seront menées soit en complémentarité ou soit en continuité des acquis d'interventions réalisées par les acteurs humanitaires ou en cours dans la Zone</p>				
Direct beneficiaries :					
	Men	Women	Boys	Girls	Total
	1,000	1,800	6,200	7,800	16,800
Other Beneficiaries :					
Beneficiary name	Men	Women	Boys	Girls	Total
Host Communities	150	260	1,265	1,265	2,940
Internally Displaced People	850	1,540	4,935	6,535	13,860
Indirect Beneficiaries :					
<p>Les bénéficiaires indirects de ce projet sont constitués de la population des zones de santé de Kibirizi et de Bambo, non prise en compte directement dans le cadre de ce projet. ils bénéficieront de la disponibilité des produits agricoles sur le marché ainsi que la diminution des prix des denrées alimentaires. La population de la zone de santé de Kibirizi est estimée à 351 259 personnes et celle de la ZS de Bambo est estimée à 151 399 personnes.</p>					
Catchment Population:					
Link with allocation strategy :					

Le projet repose sur les évaluations menées à Lubero et Rutshuru au 1er, au 2ème et 3e trimestre 2017. Il tient aussi compte des besoins exprimés par les communautés. En lien avec l'analyse IPC (15ième cycle) et les priorités de l'inter cluster Provincial et du cluster Provincial SECAL, l'action vise une réponse en SECAL. Ce projet est en conformité avec la stratégie de la décision de financement « urgence » relative à l'analyse des hostots-Octobre 2017. Elle prend en compte la logique de Plan de Réponse Humanitaire 2017-2019, sous l'objectif stratégique1 (OS1) L'amélioration immédiate des conditions de vie des personnes affectées par la crise, et en priorité les plus vulnérables) et elle rentre aussi dans l'Objectif stratégique 1.1 du Plan de réponse Humanitaire (Couverture des besoins de base des bénéficiaires cibles par sexe, âge et diversité;), l'Objectif stratégique 1.2 La fourniture et facilitation de l'accès aux services communautaires essentiels pour les bénéficiaires par sexe, âge et diversité. Les activités de ce projet intègrent une synergie avec les activités du volet logistique (écoulement des produits agricoles grâce à la réhabilitation des tronçons de desserte agricole), du volet AME, Wash, protection, santé et nutrition. une coordination sera menée et tous les bénéficiaires auront à bénéficier des activités de tous ces volets. Ce projet prendra en compte les principes fondamentaux, (Ne pas nuire, la recevabilité, l'accès non discriminatoire et équitable de l'assistance humanitaire). Fondée sur la logique d'urgence, l'action intégrera d'une part la distribution d'intrants et formation technique et d'autre part l'encadrement et suivi pour le renforcement techniques des bénéficiaires et communautés locales ; en coordination avec tous intervenants dans la zone. Dans le cadre de l'exécution, les normes humanitaires fondamentales seront mises en application (les bénéficiaires seront représentés à travers leurs comités dans les différentes étapes du projet, le mécanisme de gestion de plaintes seront mis en place, l'assistance sera délivrée dans le temps limite,...)

Sub-Grants to Implementing Partners :

Partner Name	Partner Type	Budget in US\$
ALDI	National NGO	395,012.00
		395,012.00

Other funding secured for the same project (to date) :

Other Funding Source	Other Funding Amount

Organization focal point :

Name	Title	Email	Phone
LOKPATCHU BAHEMUKA Roger	Directeur Général	roger@aldirdc.org	+243 998687356
NAMEGABE John	Chargé de Programme	john@aldirdc.org	243 999308916

BACKGROUND

1. Humanitarian context analysis

Malgré l'accalmie observée dans ces deux derniers mois dans le Territoire de Lubero et Rutshuru la situation reste encore alarmante. D'après les rapports OCHA de ces trois trimestres de l'année 2017, et les alertes de l'inter cluster suivi des évaluations des ONGs sur terrain, 297 939 personnes retournées, déplacés et autochtones serait en situation de vulnérabilité et surtout d'insécurité alimentaire dans les Territoires de Lubero et de Rutshuru. Ces derniers font face à plusieurs barrières d'accès aux services et bien essentiels ainsi qu'aux risques de protection dérivants par la persistance des causes sous-jacentes aux conflits armés et conflits inter communautaire. En termes de sécurité alimentaire, la Carte IPC du 15ième révèle que la Province souffre d'insécurité alimentaire chronique sévère et elle a classifié le Territoire de Lubero en phase d'urgence (phase 3) et le territoire de Rutshuru en phase d'urgence (3). selon les résultats des enquêtes nutritionnelles territoriales de Janvier 2016, le taux de prévalence MAG est de 8,30%, le taux de prévalence MAS est de 2,50%. En plus les analyses IPC indiquent que dans cette zone 187 728 personnes sont en phase 3, tandis que 31 288 autres personnes sont en phase 4. Pour la zone de santé de Kayna, les enquêtes zonales de Janvier 2017, indiquent le taux de prévalence MAG de 8,7% et 1,5% pour la MAS.

Le contexte humanitaire sous analyse est basé sur les évaluations de l'inter cluster du 17 au 21 avril 2017 dans les ZS de Kibirizi et Bambo, l'évaluation menée par le CICR le 20/09/2017 dans la ZS de Bambo, l'évaluation de la Caritas Goma du mois de septembre 2017 et les rapports RRMP du mois d'Août 2017. Cette situation a été aussi confirmée, par l'évaluation menée sur terrain par l'équipe SECAL ALDI à Lubero sud sur l'axe sud de Lubero, et dans la zone de santé de Kibirizi en Octobre 2017 qui a rapporté un SCA pauvre à 26,9 pour la majorité des ménages évalués. De plus, l'analyse montre également que la situation reste stagnante depuis des années, avec une prévalence de l'insuffisance pondérale (35,9%) et de la malnutrition chronique (retard de croissance de 52,3%) qui dépassent de 30% et 40% les seuils d'urgence. Concernant les taux de mortalité, la situation est aussi préoccupante pour les enfants de moins de cinq ans (près de 3 décès d'enfants/10000/ jour). Ceci dans une zone qui reste à risque d'explosion. Parmi les facteurs principaux de cet état de crise, les mouvements de population découlant des conflits armés, conflits inter communautaires et le pillage, perte ou destruction des moyens d'existence des ménages et des infrastructures primaires. De manière transversale à l'analyse sectorielle, il faut tenir en considération la persistance des causes principales sous-jacentes au conflit inter communautaire et conflits armés. En effet, malgré les efforts menés la situation reste encore très fragile et elle risque de vivre une nouvelle explosion du conflit suite au contexte politique actuel dans le Pays/RDC. Dans cette zone, la pauvreté et l'accès limité aux services et biens essentiels joue un rôle aggravant clé. Dans le même temps, les actions en médiation menées jusqu'alors ont souffert du réalisme et outils techniques spécifiques à ce type de conflit ainsi que d'une faible compréhension d'analyse des causes. Ainsi une intervention humanitaire visant à restaurer les moyens de subsistances s'avère nécessaire afin d'assurer une progressive amélioration de condition de vie des populations.

2. Needs assessment

La stratégie d'intervention repose sur l'analyse des besoins basée sur la connaissance de la zone par ALDI après 6 ans de présence dans les différents territoires au Nord Kivu, les évaluations d'ALDI et les données collectées pour les alertes au niveau des clusters. La situation humanitaire dans la ZS de Kibirizi et Bambo s'insère parfaitement dans la priorité 1 définie par l'HNO et de manière transversale dans le 2 et 3. L'analyse des besoins en lien avec le PRH et HNO 2016 se résume comme suit : selon les résultats des enquêtes nutritionnelles territoriales de Janvier 2016, le taux de prévalence MAG est de 8,30%, le taux de prévalence MAS est de 2,50%.

En SECAL, l'enquête sur le SCA indique un SCA pauvre/limite pour de 26,9 pour la majorité de la population et seulement 7% qui consomment 3 repas/jour. Dans le même cadre, la carte IPC du 15ème cycle confirme la classification de ces ZS au niveau 3 d'urgence. En lien avec le PRH 2017, ces données classifient les territoires de Lubero et Rutshuru sous la priorité 1 du Cluster Sécurité alimentaire et d'après l'analyse de l'inter cluster Provincial. Pour la SECAL, la capacité limitée d'accès à la nourriture et la perte des moyens d'existence par les ménages, causée par le déplacement forcé et les destructions menées par le conflit armé, créent une situation d'urgence 3 persistante, justifiant une décision d'intervention, en lien avec les priorités du Cluster. Ces zones subissent des effets collatéraux des affrontements entre les forces armées de la RDC et les miliciens dans ces zones d'urgence. Ces zones ont accueilli des nombreuses personnes fuyant les atrocités des violences et abandonnant leurs zones des moyens d'existence sans aucun stock de nourritures. Parlant des besoins prioritaires, il importe de signaler que les évaluations ont révélé que la disponibilité et l'accès aux aliments posent problème ; les ménages accèdent difficilement à un repas par jour. Le SCA (SCA-pauvre est de 26,9) demeure faible pour la quasi majorité des ménages. Les besoins spécifiques évalués concernent les outils aratoires, les semences, la distribution des vivres et la formation. Ces besoins sont pour les déplacés, les retournés et pour les familles d'accueil. suite aux multiples déplacements, ces ménages ont ratés des saisons agricoles et ont perdu les outils aratoires.

Lors des évaluations, les comités des bénéficiaires ont été rencontrés, un échantillon des bénéficiaires (déplacés et retournés), et les autorités locales. L'organisation des focus groups a permis de rencontrer séparément les femmes et les hommes.

Les observations directes, les entretiens en focus group et les enquêtes au sein de ménages dans ces localités montrent que la situation alimentaire générale de la population est peu acceptable. Au regard de la présence importante des personnes déplacées et de ménages récemment retournés dépourvus des moyens de subsistance, le SCA pourrait s'aggraver. L'inaccessibilité des localités environnantes, (où se trouveraient les champs), suite à l'insécurité ne permet pas à la population de la zone évaluée à subvenir aux besoins des ménages. En plus, l'absence des autres activités (AGR, élevages,...) ne leur facilite pas la situation.

Ce projet s'est basé sur des évaluations récentes, notamment :

- l'évaluation de l'inter cluster du 17 au 21 avril 2017 dans les ZS de Kibirizi et Bambo,
- l'évaluation menée par le CICR le 20/09/2017 dans la ZS de Bambo,
- l'évaluation de la Caritas Goma du mois de septembre 2017,
- Le RRMP a effectué des évaluations dans ce ZS et ces rapports RRMP du mois d'Août 2017 ont été exploités.
- L'Evaluation de l'Equipe Sécurité alimentaire d'ALDI du 25/10/2017 au 03/11/2017,
- Les données des alertes confirmées par le CPIA et l'inter cluster du mois d'Octobre 2017.

Les localités de Rutshuru/Bwito : axe Nyanzale-katwe-mutanda-kikuku-kyaghala-kashalira-Lusogha-Bitongi-Kanyabayonga sont situées dans une zone très affectées.

3. Description Of Beneficiaries

Les Principaux bénéficiaires de ce projet sont des déplacés, les retournés et les familles d'accueil.

Les bénéficiaires de SECAL sont à 16800 personnes (soit 2800 ménages dont 1300 ménages retournés, 1200 ménages déplacés et 300 Familles d'accueil de 11 villages. Les villages ont été ciblés en collaboration avec l'ITAPEL sur base des espaces cultivables et possibilités des bénéficiaires de cultiver au même lieu et dans le respect des zones prioritaires ciblées par le CPIA et l'inter cluster. Lors des évaluations, les comités des bénéficiaires ont été rencontrés, un échantillon des bénéficiaires (déplacés et retournés), et les autorités locales. L'organisation des focus groups a permis de rencontrer séparément les femmes et les hommes. A l'issue de ces évaluations, ces bénéficiaires ont participé au choix du type d'intervention et des modalités de mise en œuvre.

Par contre, l'identification des bénéficiaires sera faite en collaboration avec les autorités locales, les comités des déplacés et les communautés bénéficiaires au travers les enquêtes ménages porte à porte. Les personnes vulnérables/ayant des besoins spécifiques, notamment les personnes âgées, vivant avec handicap, les femmes chefs de ménages, les enfants non accompagnés, etc., seront identifiées et seront assistées sans aucune discrimination. Elles seront accompagnées par leurs dépendants lors des activités.

Des séances d'explication des critères de vulnérabilités seront menées avant l'identification pour une bonne et meilleure compréhension de toutes les communautés. Les principes du « Do No Harm », de la non-discrimination et de l'inclusion seront respectés pendant toute la phase d'implémentation.

4. Grant Request Justification

Les efforts menés par les acteurs humanitaires au cours des dernières années ont assuré une réponse rapide aux besoins urgents des populations locales en faveur de l'accès aux services et biens essentiels, qui a été limitée à la logique d'intervention de l'aide sur la courte période. Ceci dans un contexte qui est toujours marqué par le déplacement régulier et massif des personnes. Cette aide d'urgence permet et continue à assurer la couverture des besoins essentiels.

Cette présence opérationnelle dans la Province et dans les différents territoires a permis de développer la stratégie d'intervention conjointement avec les autorités sectorielles de référence telles que le PRONANUT, l'IPAPEL, SENASEM. De plus, les besoins spécifiques des communautés, déjà connus, ont été validés par une évaluation sectorielle conduite du 25 Octobre au 03 Novembre 2017. En termes de leçons apprises, les expériences des réalisations précédentes seront capitalisées pour améliorer la mise en œuvre des interventions. La stratégie à développer doit s'aligner avec les enjeux principaux liés au contexte local. Premièrement, une approche de type communautaire qui inclue les bénéficiaires eux-mêmes au cours de l'implémentation ; une inclusion égalitaire des tous les groupes ethniques présents sur le territoire ; le respect du principe du « Do No Harm » ; une participation active et continue des autorités locales aux phases de supervision, suivi et formation ainsi que l'inclusion de sessions de sensibilisations continues en lien avec les aspects liés à la complémentarité entre le volet sécurité alimentaire et le volet nutritionnel. Ce projet permettra la disponibilité de la nourriture, des semences de bonne qualité ; la maximisation de la production agricole, et la baisse des prix des denrées alimentaires. L'ONG ALDI a une expertise en sécurité alimentaire. Cfr site Web www.aldinternational.org. ALDI est une des rares organisations nationales humanitaires ayant mis la sécurité alimentaire comme ses priorités et ses objectifs à atteindre. Au travers ses activités menées, ALDI participe activement au renforcement des groupements agricoles et les leaders locaux. ALDI intervient sur le territoire National/RDC depuis 1997, dans le secteur de la sécurité alimentaire ainsi que d'autres domaines relevant de son mandat.

ALDI a une expertise en sécurité alimentaire mais aussi l'expérience de travail avec différents bailleurs. A son actif, ALDI compte plus de 20 projets de sécurité alimentaire exécutés avec la satisfaction des parties prenantes dans les différentes provinces de la RDC, notamment en Province Orientale, au Nord Kivu et dans les provinces de l'Ouest. Certains de ces projets ont été exécutés sous financement Allocation du Pooled Fund 2009, 2010, 2011, 2012, 2013 et 2014. ALDI maîtrise la gestion des projets sectoriels, des projets multi sectoriels avec le FH-RDC dans le cadre des urgences et post urgence en renforçant la résilience individuelle et communautaire à travers les AGR, la réhabilitation des services sociaux de base en faveur des communautés vulnérables. ALDI est opérationnelle dans la Province du Nord Kivu depuis 2009.

5. Complementarity

Dans les zones de santé de Kibirizi et de Bambo, les acquis de ce projet seront complémentaires à ceux de l'assistance en vivres en cours par l'appui du PAM, aux projets AME/Abri, Logistiques, Eau Hygiène et assainissement, protection, nutrition et santé approuvés dans le cadre de cette allocation d'urgence du Fonds Communs Humanitaire. cette complémentarité est un point fort étant donné que les interventions de ces sept clusters sont orientées dans cette même zone par la décision de financement du Coordonnateur Humanitaire.

LOGICAL FRAMEWORK

Overall project objective

"Contribuer à l'amélioration immédiate des conditions de vie des personnes affectées par la crise, et en priorité les plus vulnérables à travers l'appui en intrants agricoles et renforcement des capacités.

L'approche communautaire sera préconisée dans la mise en œuvre afin de placer les bénéficiaires au centre des activités et renforcer leurs capacités afin de les doter d'une base solide pouvant leur permettre de faire face à la crise dans une courte durée.

Sécurité Alimentaire

Cluster objectives	Strategic Response Plan (SRP) objectives	Percentage of activities
Objectif sectoriel 2 : Assurer la protection et la restauration des moyens d'existence des ménages affectés par la crise en soutien de leur autonomisation dans l'accès aux biens alimentaires de base	2017-SO3: La diminution de la surmortalité et de la surmorbidity des personnes affectées par la crise	100

Contribution to Cluster/Sector Objectives : Le projet répond parfaitement à l'objectif spécifique du cluster sécurité alimentaire qui vise au maintien des moyens d'existences des personnes affectées par la crise, avec un focus sur les vulnérables. En effet, l'action sera focalisée sur la mise à disposition des intrants agricoles nécessaires à la relance de la production vivrière et maraîchère des ménages, et le renforcement des capacités techniques, non seulement des ménages mais aussi des autorités locales de référence. De plus, lors de renforcement des capacités, une attention spécifique sera donnée à la conservation et l'évacuation commerciale du surplus des produits agricoles sur le marché locale

Outcome 1

En 6 mois, 16 800 personnes affectées sur l'axe Rutshuru/Bwito et l'axe Rutshuru-tongo-Bambo ont eu un accès à une alimentation diversifiée et équilibrée».

Output 1.1

Description

28 000 ménages ciblés ont bénéficié des outils aratoires, du kit vivrier et maraicher au cours de la période du projet. La logique de cette intervention consiste à rendre disponible les semences vivrières, les semences maraîchères et les outils aratoires à tous ces bénéficiaires. chaque ménage recevra les deux types de semences afin d'accéder dans un bref délai une source diversifié des vitamines végétales.

Assumptions & Risks

Hypothèses : Disposition des ménages à cultiver, Disponibilité des intrants/matériels agricoles aux marchés locaux, Stabilité des prix de semences/outils agricoles, implication et dynamisme de la communauté bénéficiaire, adhésion des autorités locales ; services étatiques et leaders communautaires, facteurs écologiques/climatiques stables,

-Risques : Recrudescence du conflit inter communautaires et conflit armé, déplacement massif des populations, instabilité des prix des semences/outils aratoires aux marchés locaux, faible adhésion des autorités locales, services étatiques et leaders communautaires, instabilité des facteurs écologiques/climatiques, insécurité de la zone, contraintes logistiques (Inaccessibilité des axes routiers).

-Mesures palliatives : ALDI partagera les informations sur la situation humanitaire avec les clusters, OCHA et tous les humanitaires ; ALDI conscientisera les communautés sur l'importance de la paix, protection des tous et cohabitation pacifique ainsi travailler en communauté pour le développement des villages

Indicators

Code	Cluster	Indicator	End cycle beneficiaries				End cycle
			Men	Women	Boys	Girls	Target
Indicator 1.1.1	Sécurité Alimentaire	# des personnes dans le besoin, ventilé par âge et sexe, ayant couvert leurs besoins de base à partir d'une assistance agricole	1,000	1,800	6,200	7,800	16,800

Means of Verification : Rapport de ciblage des villages/Sites agricoles

Rapport d'identification des bénéficiaires

Listes des bénéficiaires

Fiches de distribution d'outils aratoires et semences

Rapport de distribution"

Indicator 1.1.10	Sécurité Alimentaire	Quantité de Production maraîchère attendue: 7300 T pour toutes les spéculations.					7,300
------------------	----------------------	--	--	--	--	--	-------

Means of Verification : Rapport d'activité et descente sur terrain.

Indicator 1.1.11	Sécurité Alimentaire	Pourcentage des ménages ciblés ayant amélioré leurs productions agricoles et leurs sources de revenu afin d'assurer leurs besoins de base					80
------------------	----------------------	---	--	--	--	--	----

Means of Verification : Rapport d'évaluation, rapport d'enquête, visite de terrain

Indicator 1.1.12	Sécurité Alimentaire	Pourcentage de ménage ciblé ayant un score de consommation alimentaire supérieur à 28						80
Means of Verification : Rapport d'évaluation, rapport d'enquête SCA, visite de terrain								
Indicator 1.1.13	Sécurité Alimentaire	# de rapports SECAL disponibles						2
Means of Verification : Rapport d'activité/enquête, et visite de terrain,								
Indicator 1.1.14	Sécurité Alimentaire	Pourcentage de ménages ciblés ayant un score de diversité alimentaire supérieur à 4						80
Means of Verification : Rapport d'enquête et visite de terrain,								
Indicator 1.1.2	Sécurité Alimentaire	% de la population dans le besoin, ventilé par âge et par sexe, qui améliore leur situation alimentaire (SCA/FSC, CSI)	750	1,350	4,650	5,850		12,600
Means of Verification : Visite de terrain, analyser des rapports et entretien avec les bénéficiaires.								
Indicator 1.1.3	Sécurité Alimentaire	# de ménages ayant reçu des intrants et équipements agricoles à travers une distribution directe						2,800
Means of Verification : Rapport de ciblage des villages/Sites agricoles Rapport d'identification des bénéficiaires Listes des bénéficiaires Fiches de distribution d'outils aratoires et semences Rapport de distribution"								
Indicator 1.1.4	Sécurité Alimentaire	# de personnes formées (production alimentaire: agriculture, pêche, élevage etc)	150	270				420
Means of Verification : Rapport de formation, module de formation, et visite de terrain pour s'entretenir avec les bénéficiaires.								
Indicator 1.1.5	Sécurité Alimentaire	# d'hectares pour la culture maraichère emblavés						6
Means of Verification : rapport d'activités et visite de terrain,								
Indicator 1.1.6	Sécurité Alimentaire	# d'hectares pour la culture vivrière emblavés						112
Means of Verification : Rapport d'activités et visite de terrain.								
Indicator 1.1.7	Sécurité Alimentaire	Quantité des semences distribuées: Maïs: 15500 kg, Haricot:15 500 kg, semences maraichères:112kg dont 28 kg par spéculation.						31,112
Means of Verification : Documents d'achats, liste de distribution, rapport de distribution et visite de terrain.								
Indicator 1.1.8	Sécurité Alimentaire	Quantité d'outils aratoires distribuées: Houes: 6500 pces, Rateaux: 3300 pces, arrosoirs:2800 pces.						12,600
Means of Verification : Rapport de distribution, liste de distribution, documents d'achats des matériels et visite de terrain.								
Indicator 1.1.9	Sécurité Alimentaire	Quantité de Production vivrière attendue: 579 T de Maïs, et 500,6 T de Haricot						1,079
Means of Verification : Rapport d'activité et visite de terrain.								
Activities								
Activity 1.1.1								
Standard Activity : Appui aux moyens d'existence (intrants agricoles, pêche et élevage, formation, AGR,etc.)								
<p>Identification des 2800 ménages, bénéficiaires des outils aratoires, du kit vivrier et maraîcher.</p> <p>Une enquête ménage sera réalisée au premier mois du projet. Les données à collecter seront enregistrées dans la base des données. Pendant l'enquête, il sera bien expliqué aux bénéficiaires que participer à l'enquête ne signifie pas qu'on est retenu comme bénéficiaires. Toutes les parties prenantes seront impliquées dans l'identification, sélection et sensibilisation des bénéficiaires dans les différents sites du projet. Des critères de vulnérabilité seront pré établis et guideront la sélection des bénéficiaires. Ces critères porteront sur les points de référence ci après:1. Etre déplacés ou retournés, 2. Etre un ménage d'accueil des déplacés ou des retournés. 3. Avoir les capacités d'exercer les activités agricoles. Pour ces trois grands critères, l'accès sera mis sur la durée de déplacement ou de retour. Les ménages de moins de 6 mois de retour ou de déplacement seront privilégiés. Les bénéficiaires seront assistés individuellement et pour faciliter le suivi, des champs écoles seront installés dans les différents villages pour les démonstrations techniques. Le nombre dépendra du regroupement des bénéficiaires mais l'attention sera donnée à la proximité afin de réduire les risques sécuritaires.</p>								
Activity 1.1.2								
Standard Activity : Appui aux moyens d'existence (intrants agricoles, pêche et élevage, formation, AGR,etc.)								
<p>Sensibilisations des autorités locales et les leaders communautaires sur l'accès à la terre pour toutes les communautés. Les contacts réguliers avec les autorités locales et services étatiques pour faciliter l'accès à la terre aux différents bénéficiaires (sans distinction de communautés), de même les sensibilisations (par les MONAGRI et l'équipe ALDI) seront menées au sein des localités. Il y aura deux séances par mois dans chaque village (soit 132 séances à raison de 2 séances x 11 villages x 6 mois x pour une moyenne de 100 personnes/séance/ soit un total de 13200 personnes touchées dont 9000 femmes)</p>								
Activity 1.1.3								
Standard Activity : Appui aux moyens d'existence (intrants agricoles, pêche et élevage, formation, AGR,etc.)								

Ciblage de 11 villages et identification de 2800 ménages bénéficiaires seront faites au démarrage du projet. L'identification sera basée sur le principe de la vulnérabilité, en accord avec des critères de sélection qui seront développées en phase préliminaire conjointement avec les autorités locales de référence et en respect des lignes directrices du cluster SECAL. Les communautés elles-mêmes seront impliquées dans le processus de ciblage et d'identification des ménages (les villages ou toutes les communautés vivent ensemble seront privilégiés pour notre assistance que ceux ayant une seule communauté.). Les ménages avec des enfants victimes de malnutrition et se trouvant dans les villages ciblés seront aussi sélectionnés. Au total 2800 ménages seront identifiés dans 11 villages sélectionnés.

Activity 1.1.4

Standard Activity : Appui aux moyens d'existence (intrants agricoles, pêche et élevage, formation, AGR, etc.)

Conditionnement et distribution des kits d'intrants agricoles: 2800 ménages (dont 46% des Retournés, 10% des populations autochtones et 44% des personnes déplacées) vont bénéficier des semences (Haricots certifiés /5kg / ménages, Mais certifiés /5 kg/ménages et 40 gr de semences maraichères par ménage) et les outils aratoires (2 houes /ménage, un rateau, un arrosoir). Chaque ménage devra emblaver 40 ares (pour les cultures vivrières) et 2 ares pour les cultures maraichères.

Activity 1.1.5

Standard Activity : Not Selected

Accompagnement Technique des bénéficiaires, Pour faciliter l'encadrement des bénéficiaires, les axes du projet seront repartis entre l'équipe du projet. un moniteur agricole et un staff ALDI seront affectés dans chaque zone afin de renforcer les capacités des bénéficiaires. cet accompagnement de proximité permettra aux bénéficiaires de respecter le calendrier agricole, d'appliquer les techniques agricoles apprises, et d'accroître la production agricole. Ces moniteurs à affecter sur terrain seront formés par l'équipe ALDI.

Activity 1.1.6

Standard Activity : Missions d'évaluation / Analyses de la SECAL

Monitoring post distribution (PDM). Des séances de monitoring seront réalisées après chaque distribution. Celles-ci permettront de vérifier l'utilisation faite par les ménages des intrants reçus, leur niveau de satisfaction par rapport à la qualité / quantité des kits distribués ainsi que la récolte des plaintes et recommandations pour l'amélioration de la stratégie d'intervention. Ces données permettront d'améliorer d'une manière continue la méthodologie d'actions et par conséquent de mieux répondre aux besoins et attentes des communautés locales.

Activity 1.1.7

Standard Activity : Missions d'évaluation / Analyses de la SECAL

Organiser un recyclage de l'équipe du projet sur la collecte des données pour les enquêtes ménages, enquête sur le score de consommation alimentaire et sur la diversité alimentaire. Ce recyclage sera organisé pour toute l'équipe de terrain avant leur déploiement. Le recyclage consistera à harmoniser les outils à utiliser, la taille de l'enquête à couvrir pour chaque type d'enquête.

Activity 1.1.8

Standard Activity : Not Selected

Organiser deux enquêtes Base line et end line dans le cadre de ce projet pour l'analyse des indicateurs,

Output 1.2

Description

10 techniciens de l'ITAPEL /MONAGRI, 10 leaders communautaires et 400 bénéficiaires (hommes et femmes) améliorent leurs connaissances sur les pratiques de production améliorées des cultures (volet vivrier et maraîcher)

Assumptions & Risks

Volontés des ménages et services étatiques d'acquiescer les connaissances nouvelles, Disponibilité des formateurs au niveau d'IPAPEL, Implication des communautés et IPAPEL ; Stabilité de la situation sécuritaire ;
-Risques : Instabilité sécuritaire, contrainte logistique, inaccessibilité, manque des formateurs au niveau d'IPAPEL, non adhésion des communautés aux activités du projet, non implication de l'IPAPEL.
-Mesures palliatives : ALDI partagera les informations sur la situation humanitaire avec les clusters, OCHA et tous les humanitaires ; ALDI conscientisera les communautés sur l'importance de la paix, protection des tous et cohabitation pacifique ainsi travailler en communauté pour le développement des villages

Indicators

Code	Cluster	Indicator	End cycle beneficiaries				End cycle
			Men	Women	Boys	Girls	Target
Indicator 1.2.1	Sécurité Alimentaire	# de personnes formées (production alimentaire: agriculture, pêche, élevage etc)	150	270			420

Means of Verification : Rapport de formation, modules de formation et visite de terrain.

Activities

Activity 1.2.1

Standard Activity : Formation des acteurs SECAL

Formation des techniciens ITAPEL / Monagri-sur les techniques agricoles Innovatrices. L'activité vise à renforcer les capacités des services étatiques de référence et des moniteurs agricoles (Monagri) en matière d'utilisation des techniques agricoles innovatrices. Ceci dans le but d'améliorer le niveau qualitatif et quantitatif de la production en valorisant au maximum les terres cultivables disponibles. De manière transversale, le thème de la protection de l'environnement sera pris en considération. Les participants à cette formation seront 2 agents ITAPEL, 8 Monagri et 10 leaders communautaires.

Activity 1.2.2

Standard Activity : Formation des acteurs SECAL

Formation aux techniques agricoles (vivrière et maraîchère)

La vulgarisation agricole sur les techniques vivrières améliorées sera réalisée conjointement avec des Agronomes de l'ITAPEL, formés et encadrés par l'équipe ALDI. 400 personnes seront formées et ces dernières feront un rayonnement dans la suite des groupes. Ils seront formés comme des formateurs. Les thèmes des formations suivants seront abordés : normes techniques de plantation/semis, entretien du champ et phyto-sanitation, récolte, fertilisation naturelle des sols, lutte biologique contre les ravageurs des cultures et la gestion des stocks de semences. Des échanges d'expériences seront organisés dans les champs des bénéficiaires ayant mis en pratique les formations données par ALDI. Selon les préoccupations des bénéficiaires d'autres thèmes additionnels pourront être développés. Toutes les formations dispensées par ALDI sont réalisées avec une approche participative en commençant par un état des lieux des connaissances locales et en amenant les personnes formées à réfléchir eux-mêmes aux améliorations à apporter à leurs techniques agricoles habituelles. Pour toute nouvelle technique ou spéculation peu connue dans la zone d'intervention, une démonstration pratique est toujours effectuée. Les formations, autant théoriques que pratiques, sont ouvertes à l'ensemble des bénéficiaires des kits vivriers et maraichers ainsi qu'aux non bénéficiaires intéressés par l'acquisition de nouvelles connaissances. Les formations seront organisées aux horaires de disponibilité des femmes afin de favoriser leur participation et ne pas perturber leurs activités quotidiennes.

Activity 1.2.3

Standard Activity : Formation des acteurs SECAL

Accompagnement des séances de restitution (par les ITAPEL, Monagri ET leaders Communautaires) de Nouvelles Connaissances aux communautés. Sur base de l'approche de la «formation des formateurs», les participants aux séances Seront accompagnés Dans Le Processus de transmission des nouvelles connaissances aux autres bénéficiaires par l'organisation d'un cadre de restitution dans les différents villages ciblés. Il y aura 2 séances de restitution par mois x 3 mois soit 6 séances de restitution

Additional Targets : Ce projet ne planifie pas une cible supplémentaire.

M & R

Monitoring & Reporting plan

Les activités de ce projet seront suivies à travers une approche communautaire, réunissant les bénéficiaires, les autorités locales et l'équipe de l'ONG ALDI. Le suivi général des activités sera assuré par une équipe multi disciplinaire recrutée dans le cadre de ce projet. Ces techniciens (Ingénieurs Agronomes, Techniciens de développement Rural/Communautaires et économistes, moniteurs agricoles). Ces techniciens seront répartis dans les différents villages pour un suivi et accompagnement de proximité. Ils suivront quotidiennement des activités. Notons que la participation des bénéficiaires au suivi de la mise en œuvre des activités du projet sera faite à travers un comité dans chaque village. Des séances de revue des activités seront organisées dans les différentes localités et à l'occasion des points forts et points faibles sont dressés dans chaque zone. En plus, le chargé de suivi et évaluation et le chargé de Programme de l'ONG ALDI, organiseront des visites de terrain pour rencontrer toutes les couches de la communauté et visiter toutes les zones du projet. Pour chaque visite, ils passeront en revue les indicateurs du projet pour appréhender les performances des activités. A part les visites de terrain, une base des données des personnes ressources de la zone sera mise en place avec leurs contacts et grâce aux communications téléphoniques, elles rapporteront régulièrement les informations sur le déroulement des activités. Les données PDM, PHM et PTM seront collectées à travers des enquêtes sectorielles. La collecte des données sera assurée par les agronomes et les mobilisateurs, la saisie sera faite par le gestionnaire de la base des données tandis que l'analyse sur le progrès réalisés sera faite par le chargé du suivi et Evaluation et La chargé de Programme. A l'issu de chaque visite de suivi, des recommandations seront formulées par l'équipe de suivi et un plan de mise en œuvre de ces recommandations sera élaboré et suivi régulièrement. Ces recommandations des missions de suivi et celles des missions d'évaluations seront capitalisés et aideront pour la prise des décisions sur l'orientation des activités. Quant aux évaluations internes, il est à signaler que des enquêtes multi sectorielles seront été organisées avant- projet pour faciliter la mise à jour des indicateurs. A la fin de chaque étape, d'autres enquêtes seront réalisées pour assurer le suivi des indicateurs. Ces enquêtes seront couplées par des évaluations internes d'ALDI.

Workplan

Activitydescription	Year	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Activity 1.1.1: Identification des 2800 ménages, bénéficiaires des outils aratoires, du kit vivrier et maraîcher.	2017												X
Une enquête ménage sera réalisée au premier mois du projet. Les données à collecter seront enregistrées dans la base des données. Pendant l'enquête, il sera bien expliqué aux bénéficiaires que participer à l'enquête ne signifie pas qu'on est retenu comme bénéficiaires. Toutes les parties prenantes seront impliquées dans l'identification, sélection et sensibilisation des bénéficiaires dans les différents sites du projet. Des critères de vulnérabilité seront pré établis et guideront la sélection des bénéficiaires. Ces critères porteront sur les points de référence ci après:1. Etre déplacés ou retournés, 2. Etre un ménage d'accueil des déplacés ou des retournés. 3. Avoir les capacités d'exercer les activités agricoles. Pour ces trois grands critères, l'accès sera mis sur la durée de déplacement ou de retour. Les ménages de moins de 6 mois de retour ou de déplacement seront privilégiés. Les bénéficiaires seront assistés individuellement et pour faciliter le suivi, des champs écoles seront installés dans les différents villages pour les démonstrations techniques. Le nombre dépendra du regroupement des bénéficiaires mais l'attention sera donnée à la proximité afin de réduire les risques sécuritaires.	2018	X	X										

<p>Activity 1.2.2: Formation aux techniques agricoles (vivrière et maraîchère) La vulgarisation agricole sur les techniques vivrières améliorées sera réalisée conjointement avec des Agronomes de l'ITAPEL, formés et encadrés par l'équipe ALDI. 400 personnes seront formées et ces dernières feront un rayonnement dans la suite des groupes. Ils seront formés comme des formateurs. Les thèmes des formations suivants seront abordés : normes techniques de plantation/semis, entretien du champ et phyto-sanitation, récolte, fertilisation naturelle des sols, lutte biologique contre les ravageurs des cultures et la gestion des stocks de semences. Des échanges d'expériences seront organisés dans les champs des bénéficiaires ayant mis en pratique les formations données par ALDI. Selon les préoccupations des bénéficiaires d'autres thèmes additionnels pourront être développés. Toutes les formations dispensées par ALDI sont réalisées avec une approche participative en commençant par un état des lieux des connaissances locales et en amenant les personnes formées à réfléchir eux-mêmes aux améliorations à apporter à leurs techniques agricoles habituelles. Pour toute nouvelle technique ou spéculation peu connue dans la zone d'intervention, une démonstration pratique est toujours effectuée. Les formations, autant théoriques que pratiques, sont ouvertes à l'ensemble des bénéficiaires des kits vivriers et maraichers ainsi qu'aux non bénéficiaires intéressés par l'acquisition de nouvelles connaissances. Les formations seront organisées aux horaires de disponibilité des femmes afin de favoriser leur participation et ne pas perturber leurs activités quotidiennes.</p>	2017																		
	2018		X	X	X														
<p>Activity 1.2.3: Accompagnement des séances de restitution (par les ITAPEL, Monagri ET leaders Communautaires) de Nouvelles Connaissances aux communautés. Sur base de l'approche de la «formation des formateurs», les participants aux séances Seront accompagnés Dans Le Processus de transmission des nouvelles connaissances aux autres bénéficiaires par l'organisation d'un cadre de restitution dans les différents villages ciblés. Il y aura 2 séances de restitution par mois x 3 mois soit 6 séances de restitution</p>	2017																		
	2018		X	X	X														

OTHER INFO

Accountability to Affected Populations

La redevabilité envers les bénéficiaires sera assurée à travers les 4 piliers et phase de la redevabilité.

- (i) Fournir publiquement les informations : Des explications détaillées seront fournies aux bénéficiaires concernant les activités. ils seront informés du nombre de bénéficiaire à assister, les critères de sélection, le contenu du kit à recevoir et le mode d'accompagnement.
- (ii) Implication de la communauté dans la prise des décisions : Les communautés bénéficiaires (déplacés, retournés et familles d'accueil) et les autorités locales constituent des partenaires à part entière et participeront dans la mise en œuvre de ce projet de manière à se préparer à faire face, avec sérénité, aux futurs chocs humanitaires avant toute autre assistance extérieure. De ce fait elles seront impliquées dans les étapes de la mise en œuvre du projet (évaluations et suivis des activités). Ainsi pour une bonne réponse efficace aux problèmes de sécurité alimentaires des communautés affectés par les conflits, notre intervention sectorielle dans les villages ciblés sera mise en œuvre selon une approche de participation (avec une forte implication des communautés bénéficiaires et des autorités locales). Les évaluations de nos interventions seront réalisées à mi-parcours avec l'implication des communautés. Les missions de supervisions conjointes seront réalisées avec les services étatiques.
- (iii) Ecouter (feed back et mise en place du mécanisme de gestion de plainte) : un mécanisme de gestion des plaintes sera mise en place afin de pouvoir apporter solution (dans la mesure du possible) aux préoccupations des bénéficiaires. Ainsi des boîtes à plaintes seront disponibles dans les différents villages. ces plaintes seront gérées selon le plan ci après : Réception des plaintes, documentation des plaintes, catégorisation des plaintes (sensible et non sensible), examen des plaintes (recevable et non recevable), traitement des plaintes, proposition de la réponse à donner, communication de la réponse à la personne concernée/Plaignant, vérification de la satisfaction.
- (iv) Attitude et comportement du staff : Les staffs seront formés sur la redevabilité et l'éthique professionnelle. Leur comportement ne sera pas déviant vis-à-vis des bénéficiaires, ni de caractère à impacter négativement sur les résultats du projet.

Implementation Plan

Pour la mise en œuvre des interventions du présent projet, notre approche sera essentiellement participative et intégrée : les communautés bénéficiaires seront impliquées dans la gestion opérationnelle du projet à travers (i) les services techniques étatiques (ITAPEL/IPAPEL, SENASEM pour les suivis et évaluations des activités du secteur de agricole, (ii) ainsi que les organisations de la société civile (Organisations des Paysans/OP, comités des déplacés/retournés, notables/chefs des villages,...) (iii) et les autorités locales pour assurer la pérennité des interventions. Des protocoles de services seront signés avec ces différentes parties prenantes au projet pour une implication effective et un ancrage réel du projet dans les communautés.

A noter également que ALDI travaillera en coordination avec tout autre partenaire intervenant dans la zone afin d'assurer une synergie des efforts. Dans le cadre d'une approche intégrée Sécurité Alimentaire ALDI s'approchera de la FAO, du PAM et autres partenaires présents dans la Zone, en tant que clusters leads et intervenants, pour le partage d'informations, d'éventuelles observations et orientations sur le terrain. ALDI participera régulièrement aux réunions des clusters SECAL et partagera les rapports ainsi que les alertes avec OCHA et les clusters concernés.

De même, ALDI s'assurera de l'effectivité de la complémentarité du projet avec d'autres réponses existantes ou en cours dans l'axe, notamment les interventions de la distribution des vivres des partenaires PAM, les interventions en AME, les interventions Wash et autres.

Coordination with other Organizations in project area

Name of the organization	Areas/activities of collaboration and rationale
Caritas Goma Hope In Action et Search For Common Ground Medair /Santé. HYFRO/WASH, Logistique /FHIDAH, Nutrition /WOA	La base des données sur l'identification des bénéficiaires sera partagée. ces bénéficiaires devront être pris en compte comme bénéficiaires des AME. Les activités de protection devront couvrir également les villages ciblés pour les activités de sécurité alimentaire. Des échanges des informations seront faits afin d'assurer une couverture de ces zones par les activités de Protection. Les deux zones de santé couvertes par le volet sécurité alimentaire seront également bénéficiaires pour le volet santé. ainsi, ces bénéficiaires seront également bénéficiaires du volet santé. Ce partenaire couvrira les besoins en Wash pour les localités ciblées par la sécurité alimentaire. Les tronçons de desserte agricole à réhabiliter faciliteront l'évacuation des produits agricoles. Les enfants malnutris des ménages bénéficiaires de la sécurité alimentaire, seront pris en compte dans le volet nutrition.

Environment Marker Of The Project

A+: Neutral Impact on environment with mitigation or enhancement

Gender Marker Of The Project

2a- The project is designed to contribute significantly to gender equality

Justify Chosen Gender Marker Code

La situation humanitaire qui a permis l'élaboration du présent projet concerne aussi bien les hommes, les femmes et les enfants à des degrés divers. L'analyse différenciée de la vulnérabilité (par rapport à la sécurité alimentaire) et des besoins par âge et par sexe (hommes, femmes, filles et garçons) dans les zones ciblées se présente de la manière ci-dessous :

Toutes ces catégories de bénéficiaires (hommes, femmes, filles et garçons) sont confrontées aux difficultés SECAL, mais ils vivent cette situation différemment.

- Les femmes sont les plaques tournantes de leurs ménages, elles s'occupent de toutes les activités ménagères et celles liées à l'agriculture du semis à la récolte mais participent moins à la gestion des revenus issus de la récolte. Elles travaillent plus de 17heures par jour (ménage +agriculture). En attendant la période de la récolte, elles sont amenées à parcourir des longues distances à la recherche des travaux journaliers dans les champs des particuliers ou à domicile. Elles sont trop confrontées aux risques de violences sexuels.
- Les filles selon différents âges, sont soit utilisées comme gardienne d'enfant ou soit pour apporter une main forte aux activités du ménage, et des travaux journaliers dans les champs des particuliers. Comme les femmes, ces filles sont également très confrontées aux risques de violence sexuelle.

- Les garçons selon différents âges sont exposés à la mal nutrition (ils constituent un grand pourcentage du mal -nourris contrairement aux filles) et à l'enrôlement dans les groupes armés.

- Les hommes, ils s'occupent des questions stratégiques de la famille mais impliquent moins les femmes dans la prise des décisions. Ils participent aux travaux préparatoires (défrichage, premier labour et gestion de la récolte). En des pareilles situations de crise, ils sont également très exposés aux risques de torture et des travaux forcés par les groupes armés. De fois, ils sont obligés de restreindre leurs mouvements pour minimiser les risques.

La réponse que donne le projet est en rapport avec l'appui en SECAL où la femme joue le plus grand rôle dans la division de travail et elle constitue numériquement la majorité de la main d'œuvre agricole. Les activités agricoles sont donc exécutées en majorité par les femmes du début jusqu'à la production.

Par contre, la gestion des récoltes/revenus se fait généralement par les hommes. Le projet prévoit la participation importante des femmes à la formation en vue de renforcer sa capacité technique et de gestion. Aussi la femme est impliquée autant que l'homme dans tout le processus du projet, notamment durant les phases du ciblage des bénéficiaires et des sites de la distribution des intrants/, de la mise en œuvre sur terrain du projet, ainsi que de son évaluation. Les femmes et les hommes jouiront d'une représentation égale au sein des comités de gestion et de production. La récolte de la production dans les champs, les conditionnement et la commercialisation des surplus de production sur le marché seront assurées par les femmes comme d'habitude, toutefois des actions d'informations seront menées pour favoriser l'accès des femmes aussi bien aux récoltes qu'aux ressources générées par la vente des surplus. Dans le ciblage des sites, les bénéficiaires seront suffisamment informés sur le choix des sites qui doivent être d'accès facile et qui ne constituent pas un danger pour les violences sexuelles.

Les formations liées aux activités maraîchères et vivrières seront essentiellement données aux femmes qui sont en majorités. Les bénéficiaires seront constituées à près de 2/3 par les femmes (toutes les catégories confondues).

La femme adulte, au sein du ménage, sera enregistrée comme allocataire de l'aide et les intrants et l'appui technique à fournir prendront en compte la division existante des tâches entre femmes et hommes dans les secteurs agricoles ainsi que les vulnérabilités socioéconomiques de chacune et de chacun.

Protection Mainstreaming

Afin de réduire les risques majeurs de protection, une attention particulière sera portée sur les personnes potentiellement exposées aux incidents de protection et aux discriminations (femmes/filles chef de ménages, enfants vulnérables, les personnes âgées, personnes avec handicap, familles des malnutris etc.) dans le cadre de l'assistance en intrants agricoles. Le choix de bénéficiaires se fera sans discrimination et en intégrant le principe « Do no harm ».

Participation Communautaire :

L'évaluation menée sur terrain par ALDI donne un premier engagement de la participation communautaire y compris les relais communautaires qui identifient les besoins de la population dans les zones de déplacement. A cet effet, l'implication active des communautés bénéficiaires sera assurée durant toute la mise en œuvre du projet. Les autorités étatiques et coutumières et les communautés ciblées seront rencontrées au fin de présenter les activités, les objectifs et la méthodologie de mise en œuvre du projet, et assurer la participation et la contribution des bénéficiaires. Ces rencontres permettront ainsi de comprendre les critères de ciblage des bénéficiaires à fin de faire comprendre le but du projet et réduire le risque de conflits dans les communautés suite à l'exclusion des ménages qui ne rentrent pas dans les critères de sélection. La collaboration avec les zones de Santé permettront d'impliquer et renforcer les actions mis en place par les autorités gouvernementales.

Pour la Protection de l'environnement, ce projet n'utilisera pas des engrais chimique et doit décourager les actions de déforestation.

Country Specific Information

Safety and Security

Pour la gestion de la sécurité des staffs, ALDI procédera en collaboration avec les autorités locales à une analyse minutieuse de la situation avant le déplacement des staffs sur terrain. Tout mouvement des staffs sera coordonné avec les leaders locaux. Les staffs seront logés à des endroits jugés plus au moins Secure. La priorité sera accordée à une bonne communication et collaboration avec les différents leaders locaux.

Access

ALDI a une présence opérationnelle de plus de six ans au Nord Kivu. Cette présence opérationnelle dans la Province et dans les différents territoires a permis de développer la stratégie d'intervention conjointement avec les autorités sectorielles de référence telles que le PRONANUT, l'IPAPEL, SENASEM. La stratégie à développer s'aligne avec les enjeux principaux liés au contexte local. Premièrement, une approche de type communautaire qui inclue les bénéficiaires eux-mêmes au cours de l'implémentation ; une inclusion égalitaire des tous les groupes ethniques présents sur le territoire ; le respect du principe du « Do No Harm » ; une participation active et continue des autorités locales aux phases de supervision, suivi et formation ainsi que l'inclusion de sessions de sensibilisations continues en lien avec les aspects liés à la complémentarité entre le volet sécurité alimentaire

BUDGET

Code	Budget Line Description	D / S	Quantity	Unit cost	Duration Recurran ce	% charged to CHF	Total Cost
1. Staff and Other Personnel Costs							
1.1	Chef de projet	D	1	3,500.00	6	80.00	16,800.00
	<i>Le Chef de projet est le garant du respect des échéances et des engagements de ALDI vis-à-vis du Fonds communs Humanitaire. Il est financé pendant 6 mois par ce projet, Il est le responsable directe de l'exécution des activités techniques du projet. Il assure le rapport narratif. Son salaire comprend les impôts ainsi que les charges sociales légales. Ce poste est payé à 2800 USD/Mois</i>						
1.2	Superviseur de Terrain	D	1	700.00	6	100.00	4,200.00
	<i>Le Superviseur fait le suivi quotidien de la mise en oeuvre des activités sur le terrain. Il s'assure que tout le processus est suivi correctement par toutes les parties prenantes (les bénéficiaires et le staff). Il participe également aux formations des bénéficiaires.</i>						
1.3	Ingénieurs Agronomes	D	5	550.00	6	100.00	16,500.00
	<i>Equipe de terrain chargé de l'accompagnement techniques et des formations des bénéficiaires.</i>						
1.4	Mobilisateurs Communautaire	D	5	550.00	6	100.00	16,500.00
	<i>Il s'agit des équipes de terrain pour l'accompagnement des bénéficiaires et chargé de la mobilisation communautaire. Ces mobilisateurs s'occuperont également de la formation des bénéficiaires. ils assurent l'encadrement des bénéficiaires, le suivi quotidien de la mise en oeuvre du projet et rendent compte au superviseur.</i>						
1.5	Programme Officer	D	1	3,050.00	6	82.00	15,006.00
	<i>Basé au bureau Provincial, il est le Personnel chargé de la coordination des activités programmatiques et reportage, il partage l'évolution des activités avec les autres partenaires après autorisation du Directeur, participe aux réunions de clusters SECAL. Il rend compte au Directeur Général. Il a un diplôme en Développement Communautaire et avoir au moins 5 ans d'expérience. Ce poste est payé à 2500 USD/Mois.</i>						
1.6	Chargé de monitoring et Evaluation	D	1	800.00	6	100.00	4,800.00
	<i>Cette ligne financera 1 agent de monitoring. Il effectuera une analyse des interventions et émettent des recommandations. Il permet également de vérifier la pertinence des ciblage effectués en amont des interventions. Il produira un rapport ad hoc. Il fait partie du personnel de mise en oeuvre pour ce projet et sera utiliser pendant toute la durée ce projet pour cette fin. Il est aussi chargé de la gestion des plaintes et analyse des réponses appropriées.</i>						
1.7	Caissier	S	1	800.00	6	70.00	3,360.00
	<i>Basé à Goma, elle/il gère la caisse et s'assure que toutes les dépenses faites ont des pièces justificatives fiables. Pour ce projet, son salaire est de 560 USD/mois</i>						
1.8	Chargé de Finance	S	1	800.00	6	70.00	3,360.00
	<i>Assure la comptabilité, veille au respect des procédures d'achats ainsi que les lignes du budget et il est chargé de finance, Pour ce projet, son salaire est de 560 USD/mois</i>						
1.9	Assistant Administratif	S	1	800.00	6	70.00	3,360.00
	<i>Personnel de support pour les aspects administratifs du projet. il s'occupe également de la gestion des ressources humaines. ce poste est payé à 560 USD pour ce projet.</i>						
1.10	Assistant Logisticien	S	1	800.00	6	70.00	3,360.00
	<i>Responsable achats et livraison intrants ainsi que moyens logistiques mis à disposition du projet. il élabore les inventaires périodiques. il est payé à 560 USD pour ce projet.</i>						
1.11	Chargé de Liaison	S	1	550.00	6	100.00	3,300.00

	<i>Personnel ALDI basé à Kinshasa et qui servira de pont entre le projet et le bailleur pour différentes sollicitation liées au projet. Il représente ALDI au cluster national et fournira régulièrement les informations sur l'évolution du projet.</i>						
1.12	Chauffeurs	S	2	300.00	6	100.00	3,600.00
	<i>Personnel de support pour les différentes courses de descentes sur terrain et autres. un chauffeur sera basé sur terrain et un autre sera basé au Bureau Provincial.</i>						
1.13	Moniteurs agricoles	D	10	150.00	6	100.00	9,000.00
	<i>Il s'agit des moniteurs agricoles locaux qui seront basés dans les différents villages où le projet sera exécuté. ces staffs seront recrutés localement et seront sous la supervision de l'Inspection Territoriale de l'Agriculture, Pêche et Elevage. Ils feront les suivis et accompagnement des activités et feront rapport au superviseur des activités SECAL terrain. Vu le nombre des bénéficiaires à accompagner, ils seront permanents dans les villages. Ils s'occuperont aussi du suivi des activités au niveau des champs écoles</i>						
	Section Total						103,146.00
2. Supplies, Commodities, Materials							
2.1	Semences Haricot certifiés/5Kg X 2800 ménages	D	14000	3.00	1	100.00	42,000.00
	<i>Semences Haricots certifiés pour 2800 ménages à raison de 5 Kg/ménage. Ce prix est fixé en fonction des coûts d'agri-multiplicateurs /fournisseurs officiels et certifiés en collaboration avec le SENASEM (le service étatique en charge de certification des semences).</i>						
2.2	Semences Maïs certifiés/5Kg X 2800 ménages	D	14000	3.00	1	100.00	42,000.00
	<i>Semences Maïs certifiés pour 2800 ménages à raison de 5Kg/ménage. Ce prix est fixé en fonction des coûts d'agri-multiplicateurs /fournisseurs officiels et certifiés en collaboration avec le SENASEM (le service étatique en charge de certification des semences).</i>						
2.3	Semence maraîchère (pour 2800 ménages bénéficiaires la quantité est prévu en kg)	D	112	40.00	1	100.00	4,480.00
	<i>En plus des semences vivrières, les 2800 ménages bénéficiaires auront des semences pour la culture maraîchère à savoir 10 gr de chou de chine, 10 gr d'oignon, 10 gr d'aubergines et 10 gr d'amarantes. Cette diversité des semences leur permettront de disposer différentes sources des vitamines végétales.</i>						
2.4	Kits outils aratoires/cultures vivrières/houes	D	5600	5.00	1	100.00	28,000.00
	<i>Les 2800 ménages bénéficiaires de la culture vivrière auront chacun des kits aratoires (constitué de 2 houes)/ Normes recommandé par le cluster SECAL,</i>						
2.5	Kits outils aratoires/cultures maraîchères (Rateaux)	D	2800	5.00	1	100.00	14,000.00
	<i>Les 2800 ménages bénéficiaires auront des semences pour la culture maraîchère à savoir 10 gr de chou de chine, 10 gr d'oignon, 10 gr d'aubergines et 10 gr d'amarantes. Ainsi ces outils seront utilisés pour la culture maraîchère.</i>						
2.6	Kits outils aratoires/cultures maraîchères (Arrosoirs)	D	2800	6.00	1	100.00	16,800.00
	<i>Les 2800 ménages bénéficiaires auront des semences pour la culture maraîchère à savoir 10 gr de chou de chine, 10 gr d'oignon, 10 gr d'aubergines et 10 gr d'amarantes. Ainsi ces outils seront utilisés pour la culture maraîchère.</i>						
2.7	Achat des semences pour les champs écoles (Maïs et Haricot).	D	3000	3.00	1	100.00	9,000.00
	<i>Il s'agit des semences vivrières qui seront utilisées dans les champs écoles. Les produits agricoles serviront pour l'acquisition des semences pour la prochaine saison agricole. Ces champs faciliteront également les séances de formation. Le nombre dépendra du regroupement des bénéficiaires mais l'attention sera donnée à la proximité afin de réduire les risques sécuritaires.</i>						
2.8	Pulvérisateurs	D	50	60.00	1	100.00	3,000.00
	<i>4 pulvérisateurs seront remis à chaque village. ces pulvérisateurs seront utilisés par les moniteurs agricoles et les comités des bénéficiaires.</i>						
2.9	Achat des produits phytosanitaires (15 kgs et 15l)	D	30	60.00	1	100.00	1,800.00
	<i>Pour lutter contre les insectes les Produits phyto sanitaires (Thionex et Agrozzeb)/ seront remises aux comités des bénéficiaires et seront utilisés sous l'encadrement des moniteurs agricoles.</i>						
2.10	Outils aratoires pour les travaux en groupe (Houe et rateau)	D	1500	5.00	1	100.00	7,500.00
	<i>Il s'agit des matériels qui seront utilisés dans les travaux en groupe. vu la composition des ménages qui affichent un taux démographique élevé avec un nombre élevé des adultes, ces outils devront servir pour les champs écoles). Le nombre dépendra du regroupement des bénéficiaires mais l'attention sera donnée à la proximité afin de réduire les risques sécuritaires.</i>						
2.11	Les frais de transports secondaires des intrants (Base avancée/dépôt vers le terrain)/10 courses x500 Usd	D	10	500.00	1	100.00	5,000.00
	<i>Les intrants agricoles réceptionnés au dépôt de la base avancée doivent être acheminés aux différents villages. Le coût estimatif (forfait) est de 500\$/course pour un camion de 6T et nous espérons faire 10 courses.</i>						
2.12	Les Frais des transports des intrants sur terrain/10 Courses x 2000\$	D	10	2,000.00	1	100.00	20,000.00
	<i>Les intrants agricoles et autres fournitures doivent être acheminés au bureau de terrain. Le coût estimatif (forfait) est de 2000\$/course pour un camion de 10T et nous espérons faire 10 courses.</i>						
2.13	Visibilité	D	1	2,622.09	1	100.00	2,622.09

	<i>Des panneaux avec le titre ,les activités du projet et le logo de Fonds Communs Humanitaire seront placés dans les sites d'activités et les carrefours, de même des t-shirt avec le logo de Fonds Communs Humanitaire et un message synthèse du projet seront disponibles</i>						
	Section Total						196,202.09
3. Equipment							
3.1	Moto	D	2	1,500.00	1	100.00	3,000.00
	<i>Pour la mobilité sur le terrain où l'état de route est mauvais, les motos sont nécessaires. ces motos seront ajoutées à 6 autres qui étaient utilisées dans les projets précédents. Ces motos serviront pour le suivi et accompagnement des bénéficiaires. elles seront utilisées par les agronomes et les moniteurs.</i>						
	Section Total						3,000.00
4. Contractual Services							
4.1	Internet Bureau de terrain	D	1	300.00	6	100.00	1,800.00
	<i>Le coût mensuel de la connexion internet au niveau de terrain est de 300\$ (il s'agit de Vodacom ou alors un autre fournisseur)</i>						
4.2	Gardiennage de la base	D	3	150.00	6	100.00	2,700.00
	<i>Assurent la sécurité et la propreté de la base. ces trois gardiens feront la rotation dont un gardien pour la journée et deux la nuit.</i>						
4.3	Maintenancier informaticien	D	1	500.00	6	100.00	3,000.00
	<i>Il s'agit du paiement d'un chargé des maintenance des outils informatiques et reseaux. cette personne est également concernée pour la gestion de la base des données et supports audio visuels des activités. Elle est chargée de rendre disponible les évidences de la mise en oeuvre du projet.</i>						
	Section Total						7,500.00
5. Travel							
5.1	Missions de monitoring/Terrain (2 missions x 10 jours x 2 staffs/mois)	D	40	25.00	6	100.00	6,000.00
	<i>Pour atteindre les résultats attendus,les suivis réguliers des activités des tous les bénéficiaires est nécessaires;les missions de nos staffs seront organisées à raison de 2 missions de 10 jours chacune/mois seront organisées dans les différents axes par 2 Staffs.</i>						
5.2	Frais de mission et supervision /Coordination et Chargé de suivis (5 missions x 10 jours x 2 personnes)	D	20	60.00	6	100.00	7,200.00
	<i>La Coordination (le Chargé d'administration et finances et le Chargé de ProgrammeL) feront les missions d'évaluation des activités, contrôles financiers et logistiques sur une base mensuelle. Ainsi donc,il y aura 5 missions de 10 jours pour 2personnes pour un taux de 60\$/jour</i>						
	Section Total						13,200.00
6. Transfers and Grants to Counterparts							
NA	NA	NA	0	0.00	0	0	0.00
	NA						
	Section Total						0.00
7. General Operating and Other Direct Costs							
7.1	Enquête sur les baseline et end line	D	2	2,000.00	1	100.00	4,000.00
	<i>Ces enquêtes vont nous permettre d'avoir les indicateurs initiaux au démarrage du projet et les indicateurs à la fin du projet.</i>						
7.2	Location véhicule/course /coordination et terrain	D	2	1,200.00	6	100.00	14,400.00
	<i>Ces véhicules sont Nécessaires pour le transport des équipes de terrain, et pour les missions de suivi. notons que la zone est sous une insécurité croissante. Il sera nécessaire de voyager en convoi.</i>						
7.3	Appui aux missions de suivi et supervisions de l'IPAPEL	D	1	200.00	4	100.00	800.00
	<i>Des missions conjointes avec l'ITAPEL seront organisées chaque mois afin de s'assurer que les activités se déroulent comme prévus</i>						
7.4	Materiels et consommables de bureau	D	2	200.00	6	100.00	2,400.00
	<i>ce sont les fournitures diverses pour le fonctionnement de bureau de Goma et Base avancée sur terrain,</i>						

7.5	Carburant/lubrifiant véhicules/camions/motos pour le transport et générateur (250 litres véhicules + 250 litres 8 Motos + 80 litres générateur)	D	580	1.40	6	100.00	4,872.00
<i>Les carburants sont pour les motos, les générateurs et les véhicules loués localement (il se pose régulièrement le problème de carburant sur terrain; pour ne pas handicaper les activités et pour réduire le cout de transport localement),il est prévu 500 litres par mois à raison de 80 litres pour les générateurs,250 litres pour les motos et 250 litres pour les véhicules, car l'état de route est mauvais surtout pendant la saison des pluies .</i>							
7.6	Fourniture bureautique/Coordination	D	1	150.00	6	100.00	900.00
<i>ce sont les fournitures diverses pour le fonctionnement de bureau de Coordination.</i>							
7.7	Téléphone Staff Locale (20 cartes de 10\$/mois)	D	20	10.00	5	100.00	1,000.00
<i>20 cartes de crédit de 10 USD / mois seront disponibles pour les communications locales</i>							
7.8	Formation ou recyclage des bénéficiaires à titre de renforcement des capacités	D	420	15.00	1	100.00	6,300.00
<i>Il s'agit de la formation technique des bénéficiaires et des formations sur la gestion administrative des AGR. Les formations des moniteurs agricoles y sont également incluses. il est prévu de former ou recycler 10 moniteurs agricoles et 10 leaders locaux qui vont accompagner les communautés dans la mise en œuvre des activités du projet. Il y aura 5 jours de formation et un jour de pratique</i>							
7.9	Frais de maintenance pour les anciennes motos et documents de bord	D	6	300.00	1	100.00	1,800.00
<i>Il S'agit des frais à utiliser pour l'achat des documents de bord (assurance, vignette et contrôle technique) et pour la maintenance de ces anciennes motos avant de les envoyer sur terrain. Ces anciennes motos étaient utilisées par un précédent projet SECAL à Walikale.</i>							
7.10	Bottes et imperméables pour les staffs	D	30	30.00	1	100.00	900.00
<i>La zone étant trop pluvieuse, les bottes et imperméables sont nécessaires aussi bien pour les gardiens que les agents pendant les activités de terrain.</i>							
7.11	Location bureau de Goma	D	1	1,000.00	6	50.00	3,000.00
<i>Pour une bonne coordination et les contacts avec les autorités provinciales et les humanitaires ainsi partager avec le cluster, la présence d'un bureau à Goma est nécessaire. Ce projet contribuera au coût du loyer avec un montant de 500 USD/mois</i>							
7.12	Location et entretien base/bureau de terrain	D	1	300.00	6	100.00	1,800.00
<i>Il s'agit des coûts liés à location d'une base avancée sur terrain pour la gestion de proximité des activités.</i>							
7.13	Frais de transfert Bancaire	D	1	3,950.00	1	100.00	3,950.00
<i>ils'agit des frais pour les différentes transactions bancaires des fonds du projet. Ces frais sont de l'ordre de 1% du budget global.</i>							
Section Total							46,122.00
SubTotal			45,078.00				369,170.09
Direct							348,830.09
Support							20,340.00
PSC Cost							
PSC Cost Percent							7.00
PSC Amount							25,841.91
Total Cost							395,012.00
Project Locations							
Location	Estimated percentage of budget for each location	Estimated number of beneficiaries for each location					Activity Name
		Men	Women	Boys	Girls	Total	
Nord-Kivu -> Rutshuru	100	1,000	1,800	6,200	7,800	16,800	
Documents							
Category Name				Document Description			

